

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre civile)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000572-111

DATE : 12 avril 2016

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE GUYLÈNE BEAUGÉ, J.C.S.**

---

**HUGUETTE CHARBONNEAU DANEAU**  
Demanderesse

c.

**BELL CANADA**  
-et-  
**BELL EXPRESSVU SOCIÉTÉ EN COMMANDITE**  
Défenderesses

---

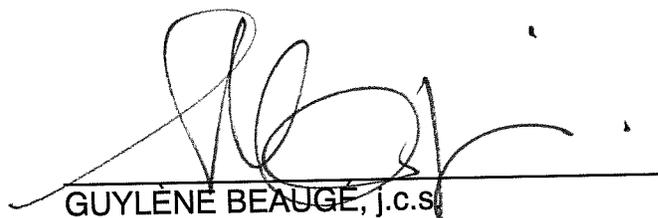
**JUGEMENT**

---

- [1] **CONSIDÉRANT** les représentations des procureurs des parties;
- [2] **CONSIDÉRANT** les projets d'avis aux membres, en version française et anglaise;
- [3] **CONSIDÉRANT** que malgré le jugement du Tribunal du 9 juin 2014 fixant le délai d'exclusion à 30 jours après la date de publication de l'avis aux membres, il convient de fixer la date limite d'exécution au 15 juillet 2016 pour tenir compte des divers moyens de publication des avis requis en l'instance;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

- [4] **APPROUVE** le contenu des avis aux membres joints en annexe;
- [5] **ORDONNE** la publication d'avis aux membres par les moyens indiqués ci-après :
- Les avis au long joints en annexe du présent jugement seront produits au dossier de la Cour et reproduits sur le site internet des avocats Paquette Gadler inc. ([www.paquettegadler.com](http://www.paquettegadler.com)) et Siskinds ([www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)), au plus tard le 30 avril 2016;
  - Les avis abrégés joints en annexe du présent jugement seront publiés le samedi 28 mai 2016, en français, dans les journaux La Presse et Le Soleil et, en anglais, dans les journaux Globe and Mail et The Gazette, dans la section des avis légaux, aux frais des défenderesses;
  - La mention sur la facture sera publiée pendant le cycle de facturation du mois de mai 2016 sur la facture Bell de tous les abonnés actuels des défenderesses ayant souscrit à au moins un service durant la période du 1<sup>er</sup> décembre 2007 au 29 juin 2011, dans la langue choisie par l'abonné;
- [6] **FIXE** la date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure du groupe au 15 juillet 2016;
- [7] **SANS FRAIS DE JUSTICE.**



GUYLÈNE BEAUGE, j.c.s.

Me John Gadler  
PAQUETTE GADLER INC.  
Avocats de la demanderesse

Me Emmanuelle Poupart  
McCARTHY TÉTRAULT, S.E.N.C.R.L., s.r.l.  
Avocats des défenderesses

Date d'audience: 12 avril 2016

**AVIS AUX MEMBRES**  
**DE L'ACTION COLLECTIVE CONTRE BELL –**  
**ALLÉGATIONS DE FRAIS NON DIVULGUÉS**

Cour supérieure de Montréal no : 500-06-000572-111

La Cour supérieure du district judiciaire de Montréal a autorisé le 9 juin 2014 l'exercice d'une action collective contre Bell Canada et Bell ExpressVu qui vise à obtenir une compensation pour les personnes physiques qui se sont abonnées aux services de téléphonie filaire, Internet et/ou de télévision (les « Services ») dans l'une des situations suivantes :

- Toute personne au Canada qui s'est abonnée à au moins un des Services suite à une visite porte-à-porte entre le 1<sup>er</sup> décembre 2007 et le 29 juin 2011 inclusivement et qui s'est vue facturer à des tarifs supérieurs à ceux qui lui avaient été indiqués;
- Toute personne au Canada qui s'est abonnée à au moins un des Services sur la base d'une publicité entre le 1<sup>er</sup> décembre 2007 et le 29 juin 2011 inclusivement et qui s'est vue facturer des frais obligatoires supplémentaires comme des frais Touch-Tone, de location de modem Internet, MSN Premium Service, d'accès au réseau, de service numérique, de location de récepteur HD pour la Télé Fibe RVP et/ou de connexion de réseau interurbain;

La représentante des groupes est Mme Huguette Charbonneau Daneau.

Si vous désirez vous exclure de l'action collective, vous avez jusqu'au 15 juillet 2016 pour aviser le greffe de la Cour supérieure du district de Montréal au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B6.

Un jugement final se prononçant sur la légalité des pratiques de Bell Canada et Bell ExpressVu à ces égards devra être rendu avant que toute compensation puisse être octroyée.

Pour obtenir une copie du jugement en autorisation, de la demande introductive d'instance, de la version longue du présent avis ou pour de plus amples informations, visitez le site Internet des procureurs de la demanderesse ou téléphonez-leur au :

Me Guy Paquette  
PAQUETTE GADLER INC.  
300, place d'Youville, bureau B-10  
Montréal (Québec) H2Y 2B6  
Téléphone : 514-849-0771  
Télécopieur : 514-849-4817  
[www.paquettegadler.com](http://www.paquettegadler.com)

et / ou :

Laura-Marie Paynter (Renseignements en anglais)  
Yael Kidane (Renseignements en français)  
SISKINDS LLP  
680, rue Waterloo  
P.O. Box 2520  
London (Ontario) N6A 3V8  
Téléphone : 800-461-6166 ext. 4228 (anglais)  
800-461-6166 ext. 2409 (français)  
[www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)

**NOTICE TO MEMBERS  
OF A CLASS ACTION AGAINST BELL  
FOR ALLEGEDLY UNDISCLOSED FEES**

Superior Court of Montreal No: 500-06-000572-111

On June 9, 2014, the Superior Court of the judicial district of Montreal authorized a class action against Bell Canada and Bell ExpressVu which seeks compensation for customers in Canada who subscribed to home telephone, Internet and/or television services (the "Services") in any one of the following situations:

- Any physical person in Canada having subscribed to any one of the Services following a door-to-door visit between December 1, 2007 and June 29, 2011 inclusively and who was charged fees higher than those which had been indicated;
- Any physical person in Canada having subscribed to any one of the Services on the basis of an advertisement between December 1, 2007 and June 29, 2011 inclusively and who was charged mandatory additional fees such as those relating to Touch-Tone, Internet modem rental, MSN Premium Service, network access, digital service, HD services, rental for Fibe TV PVR and/or long-distance network connection.

The representative is Ms. Huguette Charbonneau Daneau.

If you wish to opt out of the class action, you have until July 15, 2016 to advise the clerk of the Superior Court for the district of Montreal at 1 Notre-Dame Street East, Montreal H2Y 1B6.

A final judgment ruling on the legality of Bell Canada and Bell ExpressVu's practice with respect to these matters must be rendered before any compensation can be awarded.

To obtain a copy of the judgment authorizing the class action, the originating application to institute the class action, the long form of the present notice for further information, visit the website of the representative's lawyers or contact them at:

Mtre Guy Paquette  
PAQUETTE GADLER INC.  
300, Place d'Youville, Suite B-10  
Montreal (Quebec) H2Y 2B6  
Phone: 514-849-0771  
Fax: 514-849-4817  
[www.paquettegadler.com](http://www.paquettegadler.com)

and / or :

Laura-Marie Paynter (English inquiries)  
Yael Kidane (French inquiries)  
SISKINDS LLP  
680 Waterloo Street  
P.O. Box 2520  
London (Ontario) N6A 3V8  
Phone : 800-461-6166 ext 4228 (English)  
800-461-6166 ext 2409 (French)  
[www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)

**AVIS AU LONG EN FRANÇAIS**  
(Action collective)  
**COUR SUPÉRIEURE**

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL**

**N° 500-06-000572-111**

---

**HUGUETTE CHARBONNEAU DANEAU**

Demanderesse

c.

**BELL CANADA  
-et-  
BELL EXPRESSVU SOCIÉTÉ EN COMMANDITE**

Défenderesses

---

**AVIS AUX MEMBRES D'UNE ACTION COLLECTIVE CONTRE BELL CANADA ET BELL  
EXPRESSVU – ALLÉGATIONS DE FRAIS NON DIVULGUÉS**

---

1. **PRENEZ AVIS** qu'une action collective a été autorisée le 9 juin 2014 par jugement de l'honorable Guylène Beaugé de la Cour supérieure, pour le compte des personnes physiques faisant partie des groupes suivants, définis dans un jugement additionnel daté du 25 novembre 2015 :

*« Toute personne physique au Canada qui s'est abonnée aux services de téléphonie filaire, aux services Internet et/ou aux services de télévision (les « Services ») de Bell Canada et/ou de Bell ExpressVu société en commandite à la suite d'une visite porte-à-porte entre le 1er décembre 2007 et le 29 juin 2011 inclusivement, et qui s'est vue facturer à des tarifs supérieurs à ceux qui lui avaient été indiqués pour les Services »;*

et

*« Toute personne physique au Canada qui s'est abonnée aux services de téléphonie filaire, aux services Internet et/ou aux services de télévision (les « Services ») de Bell Canada et/ou de Bell ExpressVu société en commandite sur la base d'une publicité entre le 1er décembre 2007 et le 29 juin 2011 inclusivement, et qui s'est vue facturer des frais obligatoires supplémentaires*

*comme des frais Touch-Tone, de location de modem Internet, MSN Premium Service, d'accès au réseau, de service numérique, de location de récepteur HD pour la Télé Fibe RVP et/ou de connexion de réseau interurbain. »*

Les deux groupes sont ci-après collectivement désignés le « Groupe »;

2. L'adresse de la Demanderesse est :

2631, rue Sicard  
Montréal (Québec) H1V 2Y8

3. L'adresse des Défenderesses est :

Bell Canada et Bell ExpressVu société en commandite  
1, Carrefour Alexander-Graham-Bell  
Tour A-7  
Verdun (Québec) H3E 3B3

4. Le statut de représentante pour l'exercice de l'action collective a été attribué à madame Huguette Charbonneau Daneau;

5. Les principales questions de fait ou de droit qui seront traitées collectivement sont :

- Le membre du Groupe a-t-il contracté un service de téléphonie résidentielle, Internet et/ou de télévision n'importe quand entre le 1<sup>er</sup> décembre 2007 et le 29 juin 2011 inclusivement?
- Les Défenderesses ont-elles commis une ou des fautes génératrices de responsabilité?
- Les agissements reprochés aux Défenderesses ont-ils causé des dommages aux membres du Groupe?
- Les Défenderesses sont-elles responsables des dommages subis par les membres du Groupe en vertu de la *Loi sur la protection du consommateur* ou de toute autre loi provinciale similaire applicable?
- Les Défenderesses sont-elles responsables des préjudices subis par les membres du Groupe en vertu de la *Loi sur la concurrence*?
- La Demanderesse et les membres du Groupe ont-ils droit à des dommages punitifs?

6. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont :

- **ACCUEILLIR** la présente Demande introductive d'instance;
- **ACCUEILLIR** l'action collective pour tous les membres du Groupe;
- **CONDAMNER** les Défenderesses Bell Canada et Bell ExpressVu société en commandite à payer à la Demanderesse ainsi qu'à chaque membre du Groupe un dollar, sauf à parfaire, à titre de dommages-intérêts pour les sommes payées en trop, avec intérêts et l'indemnité additionnelle à compter de la date du paiement de ces sommes, et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

- **CONDAMNER** les Défenderesses Bell Canada et Bell ExpressVu société en commandite à payer à la Demanderesse ainsi qu'à chaque membre du Groupe cent dollars à titre de dommages-intérêts pour troubles et inconvénients, avec intérêts et l'indemnité additionnelle à compter de l'institution de la présente action, et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;
  - **CONDAMNER** les Défenderesses Bell Canada et Bell ExpressVu société en commandite à payer à la Demanderesse ainsi qu'à chaque membre du Groupe mille dollars à titre de dommages exemplaires, avec intérêts et l'indemnité additionnelle à compter du jugement à être prononcé, et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;
  - **AVEC FRAIS DE JUSTICE**, y compris les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres;
7. L'action collective à être exercée par le représentant pour le compte des membres du Groupe consistera en une action en dommages compensatoires et punitifs;
  8. Tout membre faisant partie du Groupe qui ne se sera pas exclu de l'action collective de la façon indiquée ci-après sera lié par tout jugement à intervenir sur l'action collective;
  9. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale) a été fixée au 15 juillet 2016;
  10. L'action collective se déroulera dans le district judiciaire de Montréal;
  11. Un membre, qui n'a pas déjà formé de demande personnelle, peut s'exclure du Groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion;
  12. Tout membre du Groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur l'action collective est réputé s'exclure du Groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion;
  13. Un membre du Groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective;
  14. Un membre peut faire recevoir par la Cour son intervention si celle-ci est considérée utile au Groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande des Défenderesses;
  15. Un membre qui n'intervient pas dans l'action collective ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si la Cour le considère nécessaire.

Me Guy Paquette  
PAQUETTE GADLER INC.  
300, place d'Youville, bureau B-10  
Montréal (Québec) H2Y 2B6  
Téléphone : 514-849-0771  
Télécopieur : 514-849-4817  
[www.paquettegadler.com](http://www.paquettegadler.com)  
Procureurs de la Demanderesse

**LONG-FORM NOTICE (ENGLISH)**

(Class Action)

**SUPERIOR COURT**

**CANADA  
PROVINCE OF QUÉBEC  
DISTRICT OF MONTRÉAL**

**N° 500-06-000572-111**

---

**HUGUETTE CHARBONNEAU DANEAU**

Plaintiff

v.

**BELL CANADA  
-and-  
BELL EXPRESSVU LIMITED PARTNERSHIP**

Defendants

---

**NOTICE TO MEMBERS OF THE CLASS ACTION AGAINST BELL CANADA AND BELL  
EXPRESSVU – ALLEGEDLY UNDISCLOSED FEES**

---

1. **TAKE NOTE** that on June 9, 2014, a class action was authorized by judgment of the Honourable Guylène Beaugé of the Superior Court, for the benefit of the physical persons in Canada forming part of the following classes as defined in an additional judgment dated November 25, 2015:

*“Any physical person in Canada who subscribed to Bell Canada and/or Bell ExpressVu Limited Partnership’s home phone, Internet and/or television services (the “Services”) after a door-to-door visit between December 1, 2007 and June 29, 2011 inclusively, and who was charged fees higher than those which had been indicated for the Services”;*

and

*“Any physical person in Canada who subscribed to Bell Canada and/or Bell ExpressVu Limited Partnership’s home phone, Internet and/or television services (the “Services”) on the basis of an advertisement between December 1, 2007 and June 29, 2011 inclusively, and who was charged mandatory additional fees such as those related to Touch-Tone, Internet modem rental, MSN Premium Service, network access, digital service, HD receiver rental for Fibe TV PVR and/or long-distance network connection fees.”;*

The classes are hereinafter collectively referred to as the "Class".

2. Plaintiff's address is:

2631 Sicard Street  
Montréal (Québec) H1V 2Y8

3. The Defendants' address is:

Bell Canada and Bell ExpressVu Limited Partnership  
1 Carrefour Alexander-Graham-Bell  
Tower A-7  
Verdun (Québec) H3E 3B3

4. For the purposes of the class action, the status of representative has been conferred upon Ms. Huguette Charbonneau Daneau.

5. The principal questions of law and fact which are to be dealt collectively are:

- Did the class member subscribe to a home phone, Internet and/or television service at any point in time between December 1, 2007 and June 29, 2011 inclusively?
- Did the Defendants commit one or more faults generating liability?
- Did the acts alleged against the Defendants cause any damages to the class members?
- Are the Defendants liable for the damages suffered by the class members under the *Consumer Protection Act* (Québec) or any similar applicable provincial law?
- Are the Defendants liable for the damages suffered by the class members under the *Competition Act*?
- Are Plaintiff and the class members entitled to punitive damages?

6. The conclusions sought in relation to these questions are:

- **GRANT** the originating application to institute the class action;
- **GRANT** the class action in favour of each of the class members;
- **CONDEMN** the Defendants Bell Canada and Bell ExpressVu Limited Partnership to pay to the Plaintiff and each class member the amount of one dollar, subject to adjustment, as damages for amounts overpaid, with interest and additional indemnity starting from the date of the payment of these sums, and **ORDER** the collective recovery of these sums;
- **CONDEMN** the Defendants Bell Canada and Bell ExpressVu Limited Partnership to pay to the Plaintiff and each class member the amount of one hundred dollars in damages for trouble, and inconvenience, with interest and additional indemnity starting from the date of the institution of the present action, and **ORDER** the collective recovery of these sums;

- **CONDEMN** the Defendants Bell Canada and Bell ExpressVu Limited Partnership to pay to the Plaintiff as well as each member of the Class the amount of one thousand dollars in punitive damages, with interest and additional indemnity starting from the date of the judgment to be rendered, and **ORDER** the collective recovery of these sums;
  - **WITH COSTS**, including expert fees and publication fees for the notices to the members;
7. The class action to be brought by the representative for the benefit of the Class will be an action in compensatory and punitive damages.
  8. Any class member who has not opted out in the manner hereafter indicated will be bound by the judgment to follow in the class action.
  9. The date after which a member can no longer opt out of the class action without special permission, has been set at July 15, 2016.
  10. The class action will proceed in the judicial district of Montreal.
  11. A member who has not already filed a personal action may opt out of the class action by advising the clerk for the Superior Court of the district of Montréal by registered or certified mail before the expiry of the delay for exclusion.
  12. Any class member who has brought an action whose merits would be decided by the final judgment to follow in the class action is deemed to have opted out of the class action if he/she does not, before the expiry of the delay for opting out, discontinue such action.
  13. A class member other than the representative or an intervenor cannot be ordered to pay the costs of the class action.
  14. The Court may permit a member to intervene in the class action if it considers such intervention useful to the Class. An intervening member may be bound to undergo an examination on discovery at the request of the Defendants.
  15. A member who does not intervene in the class action can only be required to undergo an examination on discovery if the Court deems it necessary.

Mtre Guy Paquette  
PAQUETTE GADLER INC.  
300, Place d'Youville, Suite B-10  
Montreal (Quebec) H2Y 2B6  
Phone: 514-849-0771  
Fax: 514-849-4817  
www.paquettegadler.com  
Attorneys for the Plaintiff

Laura-Marie Paynter (English inquiries)  
Yael Kidane (French inquiries) SISKINDS LLP  
680 Waterloo Street  
P.O. Box 2520  
London (Ontario) N6A 3V8

Phone : 800-461-6166 ext 4228 (English)  
800-461-6166 ext 2409 (French)

[www.siskinds.com](http://www.siskinds.com)

Of Counsel for the Plaintiff

## AVIS – FACTURES

Une action collective a été autorisée pour les abonnés ayant souscrit à un service (tél. filaire, Internet, télé) du 01-12-07 au 29-06-11 et qui auraient payé des frais autres que ceux annoncés (publicité ou visite porte-à-porte). Date limite pour s'exclure: 15 juillet 2016.

Info: [www.paquettegadler.com](http://www.paquettegadler.com)

A class action was authorized for customers who subscribed to a service (home phone, Internet, TV) from Dec. 1, 2007 to June 29, 2011 and allegedly paid different fees than those mentioned (advertisement or door-to-door visit). Deadline to opt out: July 15, 2016.

Info: [www.paquettegadler.com](http://www.paquettegadler.com)